

# Liste de souhaits d'Action Canada

À l'occasion de ces fêtes de fin d'année, voici ce que nous aimerions recevoir de notre nouveau premier ministre, Justin Trudeau.

- Droits des travailleuses-eurs du sexe** : abroge les dispositions du Code criminel qui menacent la santé et la sécurité des travailleuses et travailleurs du sexe et implique les travailleuses et travailleurs du sexe dans le processus de modernisation et de réformes juridiques.
- Accès à l'avortement**: retenir les contributions pécuniaires versées à toute province ou à tout territoire n'assurant pas l'accessibilité et la disponibilité de services d'avortement, et, dans le développement d'un nouvel accord sur la santé, assurer que les services d'avortement n'importe où au pays soient conformes au droit international en matière de droits de la personne.
- Accès au mife**: faciliter la coordination de parties prenantes, y compris l'Association médicale canadienne et les organismes professionnels appropriés, incluant les groupes de formation, certification et d'accréditation, afin de développer une stratégie de mise en œuvre pour Mifigymiso, comprenant au focus particulier sur l'accès à l'avortement médicamenteux en zones rurales et éloignées.
- Éducation sexuelle compréhensive**: engager l'Agence de la santé publique du Canada dans la révision des lignes directrices en éducation sexuelle avec la participation active de divers partis-prenants.
- Identité et expression de genre**: modifier la Loi Canadienne sur les droits de la personne pour que soit interdite toute discrimination fondée sur l'identité et l'expression de genre et de pénaliser dans le Code criminel toute incitation publique ou délibérée à la haine pour des motifs liés au genre.
- Respect de la santé sexuelle et reproductive des personnes incarcérées** : impliquer le ministre de la Sécurité publique dans la mise en œuvre des Directives sur la mise en place d'unités mère-enfant dans les établissements correctionnels, s'assurer que chaque individu est traité avec dignité et dans le plein respect de ses droits sexuels et reproductifs, et élaborer des solutions de rechange à la pénalisation et à l'incarcération qui soient durables et culturellement acceptables.
- Une politique internationale sur les droits sexuels et reproductifs** : élaborer une politique stratégique pour encadrer les composantes de genre, de sexualité et de droits de la personne de la politique étrangère du Canada et de son aide publique au développement.
- 0,7 % du revenu national brut**: respecter son engagement international à l'aide officielle au développement, comprenant notamment les fonds requis pour la mise en application d'une politique sur les droits sexuels et reproductifs.
- Un plan pour une application des Objectifs de développement durable, tant au Canada qu'à l'étranger** : concevoir un plan qui opérationnalise les principes liés aux droits de la personne en recourant notamment à la participation de divers intervenants, et qui consacre des ressources à l'instauration d'un processus de responsabilisation.
- Un Canada chef de file au chapitre de la santé et des droits sexuels et reproductifs, de l'égalité de genre et des droits de la personne** : redonner au Canada sa prépondérance internationale sur ces enjeux en les défendant dans les espaces multilatéraux et intergouvernementaux.

Et vous, que demandez-vous à Justin Trudeau pour les fêtes? Dites-le nous en nous envoyant un tweet à @action\_canada! #SDSRsouhaits